

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Août 2024

L'AUTONOMISATION

DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À L'EPU



La Chercheuse
principale

**Dr Alice
Storey**

Birmingham City
University

Assistant de
recherche

**Melisa
Oleschuk**

Birmingham City
University

**Renforcer la mise en oeuvre des
recommandations de l'Examen
Périodique Universel des Nations
Unies.**

Financé par:



LEVERHULME
TRUST

Affilié à:



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce résumé exécutif démontre les résultats de l'étude "[L'autonomisation des Organisations de la Société Civile à l'EPU](#)". Cette nouvelle étude a pour but **d'autonomiser les organisations de la société civile (OSC), en renforçant la mise en œuvre nationale des recommandations de l'Examen Périodique Universel (EPU) de l'ONU.**

À travers un sondage en ligne et des entretiens semi-structurés, une base de données significative a été créée détaillant les expériences des OSC participants à l'EPU.

[L'Examen Périodique Universel](#) (EPU) est salué comme le mécanisme innovateur du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Créé en 2006 et attirant une coopération de 100% des pays membres des Nations Unies jusqu'à présent, l'EPU examine cycliquement la protection et la promotion des droits de l'homme des 193 pays membres. Le premier cycle a eu lieu en 2008, et le quatrième cycle a commencé en 2022.

Les résultats identifient les actions à entreprendre à travers quatre thèmes:

1

Renforcer la société civile

2

Collaborer avec les gouvernements nationaux

3

Collaborer avec d'autres Etats membres de l'ONU

4

Rôle de soutien de l'ONU et de l'HCDH

Ce résumé exécutif présente un aperçu des quatre thèmes. Veuillez consulter [le rapport complet](#) pour les points d'action détaillés.

Les acteurs clés de l'EPU sont encouragés à prendre note des résultats et à envisager l'application des actions proposées afin de renforcer l'engagement des OSC avec l'EPU et de promouvoir la mise en œuvre effective des recommandations de l'EPU. Cela contribuera à assurer que l'EPU remplisse son mandat de protection et de promotion des droits de l'homme sur le terrain.

1

Autonomisation de la société civile

L'**autonomisation de la société civile** s'appuie sur les expériences des OSC participantes lors de leurs interactions avec l'EPU, identifiant des façons pratiques de soutenir davantage les OSC.

1.1 Education et formation

Conformément à la littérature pertinente, les données suggèrent qu'une éducation sur le mécanisme est nécessaire, en particulier pour les OSC et les gouvernements nationaux.

1.2 Renforcement des capacités et assistance technique

Les participants ont demandé un soutien en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique, par exemple pour la compilation des rapports des parties prenantes et la navigation dans les étapes ultérieures de l'EPU.

1.3 Soutien financier

Un problème courant est la nécessité de soutien financier pour permettre aux OSC de prendre part au processus de l'EPU, en particulier aux activités de mise en œuvre.

1.4 Protection contre les représailles et le harcèlement

De nombreux participants ont fait part d'expériences de représailles et de harcèlement en raison de leur engagement avec l'EPU. Un soutien plus vigoureux aux OSC est nécessaire de la part des Nations Unies et des États membres.

1.5 Stratégies de plaidoyer

De nombreux participants ont partagé leurs stratégies percutantes de plaidoyer en relation avec l'EPU et la mise en œuvre des recommandations. Pour autonomiser les OSC, ces stratégies pourraient être reproduites par d'autres organisations, le cas échéant.

2

S'engager auprès des gouvernements nationaux

S'engager avec les gouvernements nationaux explore comment les participants ont travaillé et souhaitent travailler avec les gouvernements nationaux tout au long du cycle de l'EPU.

2.1 Coopération entre les OSC et les gouvernements

Les données démontrent la nécessité d'une meilleure coopération entre les OSC et les gouvernements nationaux, afin de pouvoir travailler ensemble à la mise en œuvre des recommandations de l'EPU dans la pratique.

2.2 Engagement avec les recommandations et les thèmes des OSC.

Les données montre que les OSC ont besoin d'un soutien pour s'engager auprès de gouvernements nationaux lorsque les recommandations de l'EPU ne correspondent pas à leur expertise ou que l'Etat a nôté des recommandations pertinentes.

2.3 Des mécanismes de suivi efficaces

Les participants ont souligné la nécessité de mettre en place des mécanismes de suivi efficaces et des mises à jour régulières du gouvernement sur la mise en œuvre des recommandations de l'EPU.

3

Collaborer avec d'autres États membres de l'ONU

Collaborer avec d'autres États membres de l'ONU évalue comment d'autres delegations d'État peuvent soutenir et renforcer les OSC par une collaboration significative et efficace.

3.1 Des collaborations significatives avec les OSC

Les OSC seraient davantage renforcées par un plus grand nombre d'opportunités de collaboration avec d'autres États membres de l'ONU. Les interactions doivent être significatives et mutuellement bénéfiques.

3.2 Créer des recommandations SMART

Les données confirment les conclusions des recherches, stipulant que les recommandations doivent être en accord avec les principes SMART afin de faciliter leur implementation sur le terrain: Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste, Temporel.

3.3 Mis en œuvre soutenu par les Ambassades

De nombreuses OSC ont suggéré que les ambassades sont essentielles pour renforcer le rôle des OSC dans la mise en œuvre des recommandations de l'EPU.

4

Rôle de soutien de l'ONU et du HCDH

Le rôle de soutien de l'ONU et du HCDH met en évidence les mesures qui pourraient être prises par l'ONU et le HCDH, en collaboration avec les OSC, afin d'améliorer le mécanisme de l'EPU et de renforcer les OSC.

4.1 Renforcer le soutien de l'ONU aux OSC.

Les participants demandent un soutien supplémentaire de la part de l'ONU, notamment en veillant à ce que les OSC soient consultées pendant les étapes clés et en créant davantage d'espace pour que les OSC participent à l'EPU.

4.2 Amélioration du processus de mise en œuvre

Etant donné que le processus de mise en œuvre des recommandations de l'EPU se déroule actuellement en dehors de l'examen de l'ONU, les participants déclarent qu'il s'agit d'un domaine que l'ONU devrait améliorer.

4.3 Transparence du HCDH

Les données reflètent les suggestions de la littérature selon lesquelles les méthodes de synthèse utilisées dans le rapport sommaire des parties prenantes ("Stakeholder Summary Report") pourraient être davantage transparentes pour mieux faciliter l'autonomisation des OSC.



Contact

Dr Alice Storey
Birmingham City University
Alice.Storey@bcu.ac.uk

Cette recherche fait partie du projet [the UPR Project at BCU](#), qui rentre dans le [Centre for Human Rights](#), de Birmingham City University, financé par l'academie Britannique et Leverhulme Trust

Affilié à:

THE UPR PROJECT AT BCU

Soutenu par:



LEVERHULME
TRUST

En remerciant

Katy Pacellini-Jones,
Frida Hernandez Pena et Melisa Oleschuk
pour la traduction du résumé